

# **Chapitre 2 :**

# **Les nouvelles géographies du capitalisme**



# **Introduction.**

## **L'actualité du sujet**

# De quoi parle-t-on ?

- Géographie du capitalisme = répartition spatiale des activités productives
- Un contexte d'approfondissement de la mondialisation...
  - ... Qui inquiète les citoyens des pays développés
    - Délocalisations : *l'ouvrier chinois*
    - Migrations : *le plombier polonais*
    - Fusions-acquisitions : *l'actionnaire indien*
    - Globalisation financière : *la crise des subprimes*
- On redoute une transformation radicale de la géographie économique au profit des pays d'Asie et d'Europe Centrale et Orientale, et donc une désindustrialisation des pays développés

# La peur des citoyens

- Quelques chiffres sur les **représentations** des citoyens français (Sources: TNS Sofrès, août 2008, sondage German Marshall Fund 2006)
  - 41% des français pensent que la mondialisation est une bonne chose pour la France, 32% une bonne chose pour eux
  - 68% pensent qu'elle représente une menace pour l'emploi en France
  - 74% reprochent à la mondialisation de « réduire le nombre d'emplois »
- Une peur, avant tout, des **délocalisations** :
  - Un phénomène :
    - Grave pour 88% des français
    - Durable pour 70 %
  - qui s'explique coté pays en développement
    - Par un coût inférieur de la main d'œuvre pour 95%
    - Pas des charges sociales ou fiscales plus faibles pour 92%
  - Avec une solution essentielle pour 82% des français : la baisse des charges sociales des entreprises

# La tentation du protectionnisme

## Le discours des politiques

- «Redonner vie à la préférence communautaire» (N. Sarkozy, 29 mai 2005)
- «Renforcement du tarif extérieur commun» (Parti socialiste, 1<sup>er</sup> juillet 2006)

## L'analyse des économistes

- Mondialisation = jeu gagnant/gagnant
  - Pays A : gains - pertes  $> 0$
  - Pays B : gains - pertes  $> 0$
- Mais il y a des pertes !
  - Entreprises non adaptées à l'intensification de la concurrence
  - Salariés qui perdent leur emplois, peinent à en retrouver un autre (pb. de mobilité spatiale et professionnelle)
- Enjeu essentiel : accompagner les salariés exposés
- Autrement dit, protection sociale plutôt de protectionnisme commercial

# Les objectifs du chapitre

- Comprendre les délocalisations...
- ... Mais plus généralement, **analyser les nouvelles géographies du capitalisme** en s'interrogeant sur :
  - Les objectifs que s'assignent les entreprises
  - Les moyens qu'elles mettent en œuvre pour parvenir à leur fin
- **Partie 1** : Mondialisation, délocalisations, désindustrialisation
- **Partie 2** : Dictature des coûts, dictature financière et dictature des compétences
- **Partie 3** : Les leviers de l'action publique



# **1. Mondialisation, délocalisation, désindustrialisation**

# 1.1. Définition de la mondialisation

- P. Norel (2004) : la mondialisation se caractérise par
  - Des stratégies conçues d'emblée à l'échelle mondiale et reposant sur une intensification des relations économiques et financières
  - Une globalisation financière
  - Un affaiblissement et/ou une transformation des régulations nationales
- De manière plus restrictive
  - Economie = activité de transformation de ressources en biens et en services vendus sur des marchés
  - Mondialisation = l'économie (dans ses aspects de financement, de production et de commercialisation) conçue d'emblée dans un espace mondial et non entièrement déployée à l'échelle nationale



# 1.1. Définition de la mondialisation

## Les formes de la mondialisation

- 1<sup>ère</sup> forme (la plus ancienne)
  - Echange international de biens et services (échange interbranche ou échange intra-branche)
- 2<sup>ème</sup> forme (la plus commune)
  - Echange de B&S et **mobilité internationale des ressources** pour les produire
    - mobilité du capital : Investissements Directs à l'Étranger (IDE)
    - mobilité du travail : migrations
- 3<sup>ème</sup> forme (tendanciellement croissante)
  - Accords de coopération transnationale : sous-traitance, licence d'exploitation, franchise
- 4<sup>ème</sup> forme (la plus « redoutée »)
  - Globalisation financière (investissements de portefeuille (IP))

## 1.2. L'évolution de la mondialisation

- Approfondissement de la mondialisation mais surtout évolution
  - Développement des échanges intra-branches et intra-groupes
  - Accroissement des IDE (TCAM 11,5% sur la période 1980-2003)
  - Renforcement important des IP : incidence des relations marchés financiers et sphère productive

<b>Indicateurs</b>	<b>1994-2002</b>
PIB	3,7%
Exportations	6,7%
Importations	6,6%
Investissements Directs à l'Etranger sortant	18,0%
Investissements Directs à l'Etranger entrant	13,6%
Investissements de Portefeuille sortant	24,0%
Investissements de Portefeuille entrant	12,9%

Taux de croissance annuel moyen pour la France

Source : Bouba-Olga, 2006

- Augmentation très significative des accords de coopération

## 1.2. L'évolution de la mondialisation

- Poids important des pays développés dans :
  - Les exportations : 66% en 1963, 73% en 2003
  - IDE sortants : 65% en 1983, 88% en 2003
- IDE de la France
  - Sortants : 54,8% dans l'UE à 15, 24,7% aux Etats-Unis fin 2002... contre 2,7% dans les PECO et 0,4% en Chine en 2004
  - Entrants : 3<sup>ème</sup> rang mondial

## 1.2. L'évolution de la mondialisation

- L'attractivité de la France



# 1.3. Les délocalisations

- Acception restreinte de la délocalisation :
  - Déplacement d'une activité économique existante vers l'étranger dont la production est ensuite ré-importée en France. ≠ relocalisation
  - Limites :
    - confusion entre le phénomène et l'objectif visé à travers la délocalisation
    - Échelle internationale seulement qui gomme les disparités infranationales
    - Vision qui sous-entend une recherche d'efficacité productive et néglige la question du rapport de force entre les différents acteurs des entreprises
- Acception large de la délocalisation :
  - Fermeture (éventuellement progressive) d'une unité de production implantée sur un territoire, accompagnée d'un déplacement total ou partiel sur un autre territoire, soit auprès d'une filiale existante ou nouvelle, soit à travers une sous-traitance

→ **Au sens strict : Partie du phénomène de réorganisation des activités économiques**

## 1.3. Les délocalisations

- Un phénomène quantitativement marginal :

	Nb. d'opérations	Nb. d'emplois concernés
Total désinvestissements	2496	273 473
Délocalisations	99	10 499
Total investissements	2340	151 410
Délocalisations/désinvestissement	4%	3,8%

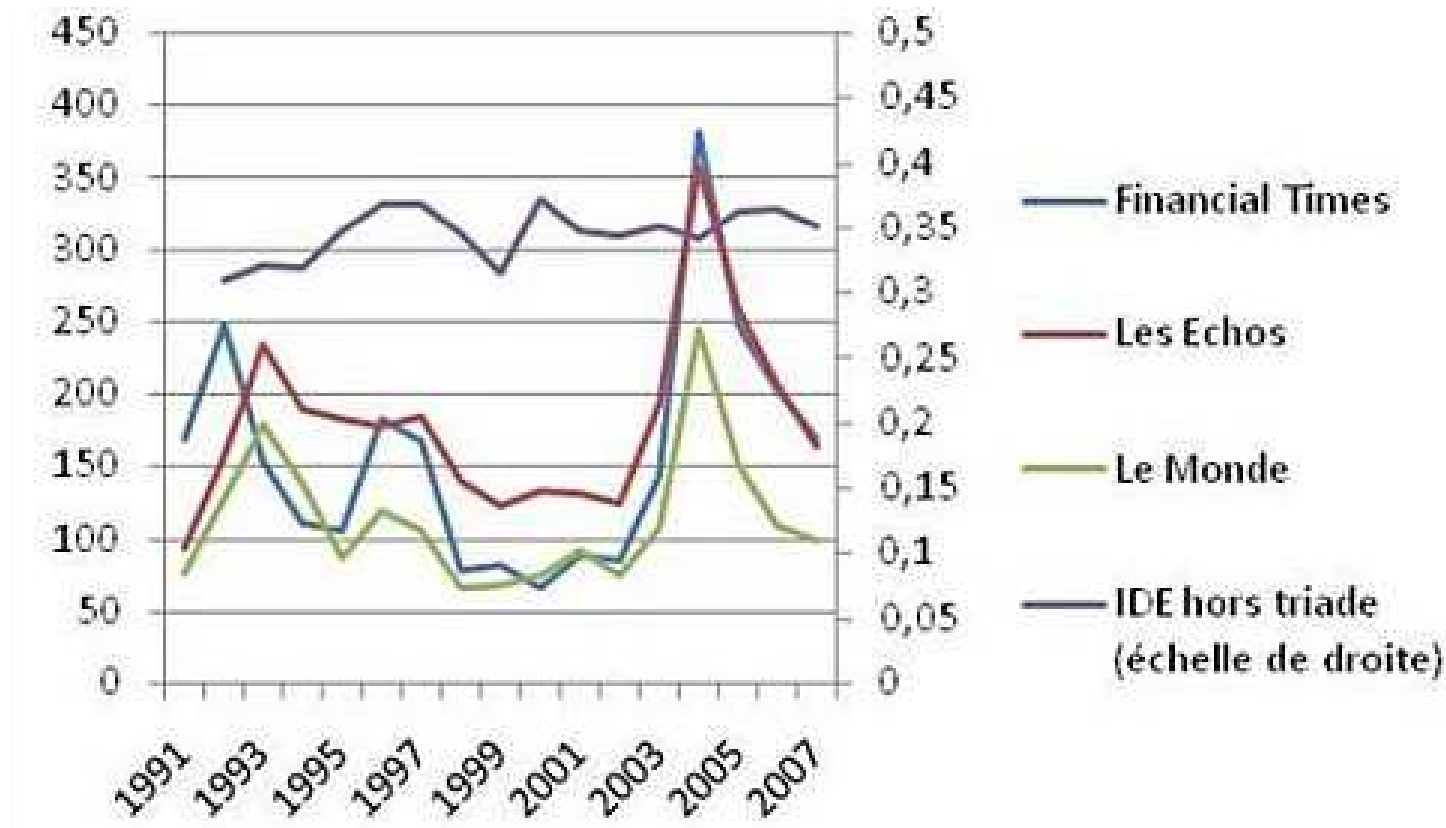
Source : base Trendéo 2009

- 4% du total des opérations de désinvestissement
  - 3,8% des emplois détruits suite aux désinvestissements
- Phénomène macro-économiquement mineur en tant que tel : se focaliser sur lui détourne l'attention des problèmes plus importants à régler

Grands problèmes économiques contemporains

## 1.3. Les délocalisations

- Une bulle médiatique ?



- Phénomène qui reste difficile à quantifier dans son ensemble
- Phénomène qui pose néanmoins de réels problèmes économiques et sociaux

## 1.4. Mondialisation et désindustrialisation

- La France a perdu 36% de ses effectifs sur la période soit 1,9 millions d'emplois, soit encore 71 000 emplois par an en moyenne (période 1980-2007)
  - Trois raisons à la baisse des effectifs industriels (<http://www.tresor.economie.gouv.fr/file/326045>)
    - Stratégies d'externalisation (25% de la baisse) + recours à l'intérim
    - Evolution de la structure de la demande (30% de la baisse)
    - Mondialisation (13 à 45% de la baisse) mais concurrence des pays développés surtout
  - La désindustrialisation participe de la réorganisation des activités productives à l'échelle mondiale
- Nécessité de comprendre les choix de localisation des entreprises et les logiques à l'œuvre





## **2. Dictature des coûts, dictature financière, dictature des compétences**

## 2.1. La firme transnationale

- Au sens strict : une entreprise possédant au moins une unité de production à l'étranger (7000 en 1960 environ 70 000 en 2006, la moitié du PIB mondial)
- Les figures historiques de la firme transnationale
  - Années 1950 : firme primaire – objectif de contrôle des sources d'approvisionnement
  - Années 1960 : firme multidomestique – objectif de satisfaction de la demande locale
  - Années 1970 : firme multinationale – objectif de rationalisation du processus productif (division internationale de la production)
  - Dans la période récente : firme globale – objectif de flexibilisation du processus productif (sous-traitance, alliances technologiques, partenariats)
- Evolution des relations économiques : marché → autorité/hiérarchie → réseaux

# 2.1. La firme transnationale

## Evolutions structurantes de l'environnement économique

- Le passage à l'ère de l'innovation
  - L'accroissement de la concurrence
  - L'évolution du système financier
  - L'avènement de la consommation différenciée
- Contrainte d'incertitudes qui place les entreprises devant un impératif de flexibilité :
- « si on ne sait pas de quoi demain sera fait, il faut se donner les moyens de s'y adapter le plus rapidement possible le moment venu »
- Nouveaux modes de production, d'organisation et de localisation des activités

# 2.1. La firme transnationale

## Les logiques d'adaptation

- Logique de flexibilité/coûts : logique néo-fordiste
  - Réduction maximale des coûts de fabrication des biens en jouant sur les différences socio-économiques des territoires et sur les différences de coûts de la main d'œuvre (mais pas seulement cf. 2.2.)
  - **dictature des coûts : minimisation des coûts sous contrainte de qualité**
- Logique de flexibilité/différenciation : logique post-fordiste
  - Stratégie de production de biens différenciés qui peut être de trois ordres :
    - **Différenciation verticale** : bien de qualité supérieure (moyen essentiel : innovation)
    - **Différenciation horizontale** : perception de qualité supérieure (moyen essentiel : marketing)
    - **Différenciation système** : logique de bouquet de biens (bien « initial » + ensemble de B&S complémentaires) (moyen essentiel : la coopération)
  - **dictature des compétences : optimisation de la différence sous contrainte de coût**

## 2.2. La dictature des coûts

### Le raisonnement en coût complet : le coût de production

- Coûts du travail : une notion à relativiser

Pays	Coût horaire	Productivité horaire	Coût salarial unitaire
Pays A	100	10	$100/10 = 10$
Pays B	20	2	$20/2 = 10$

- Différentiel de coût du travail (avantage aux PVD)
  - Différentiel de productivité (avantage PDEM)
- Les différences de coût salarial peuvent être compensées par le différentiel de productivité : importance d'un raisonnement en termes de **coût salarial unitaire**

## 2.2. La dictature des coûts

### Le raisonnement en coût complet : le coût de production

Année = 1996 Indice 100 UE25	France	République tchèque	Ratio
Coût horaire	139	17	8,2
Productivité horaire	123	59	2,1
Coût salarial unitaire	113	29	3,9

Année = 2002 Indice 100 UE25	France	République tchèque	Ratio
Coût horaire	130	26	5,0
Productivité horaire	121	61	2,0
Coût salarial unitaire	107	43	2,5

## 2.2. La dictature des coûts

### Le raisonnement en coût complet : le coût de production

- Pas seulement une stratégie de compression des coûts du travail, mais aussi des enjeux en termes de gain de productivité
  - Augmenter le nombre et/ou la performance des machines (investissement en capital physique)
  - Accroître la qualité de la main d'œuvre (investissement en capital humain)
  - Agir sur l'organisation de la production (combinaison des ressources productives) et sur les pratiques managériales : **variable fondamentale**
- PDEM non nécessairement perdants : environnement des entreprises et environnement des salariés
- Enjeux en termes de politiques publiques

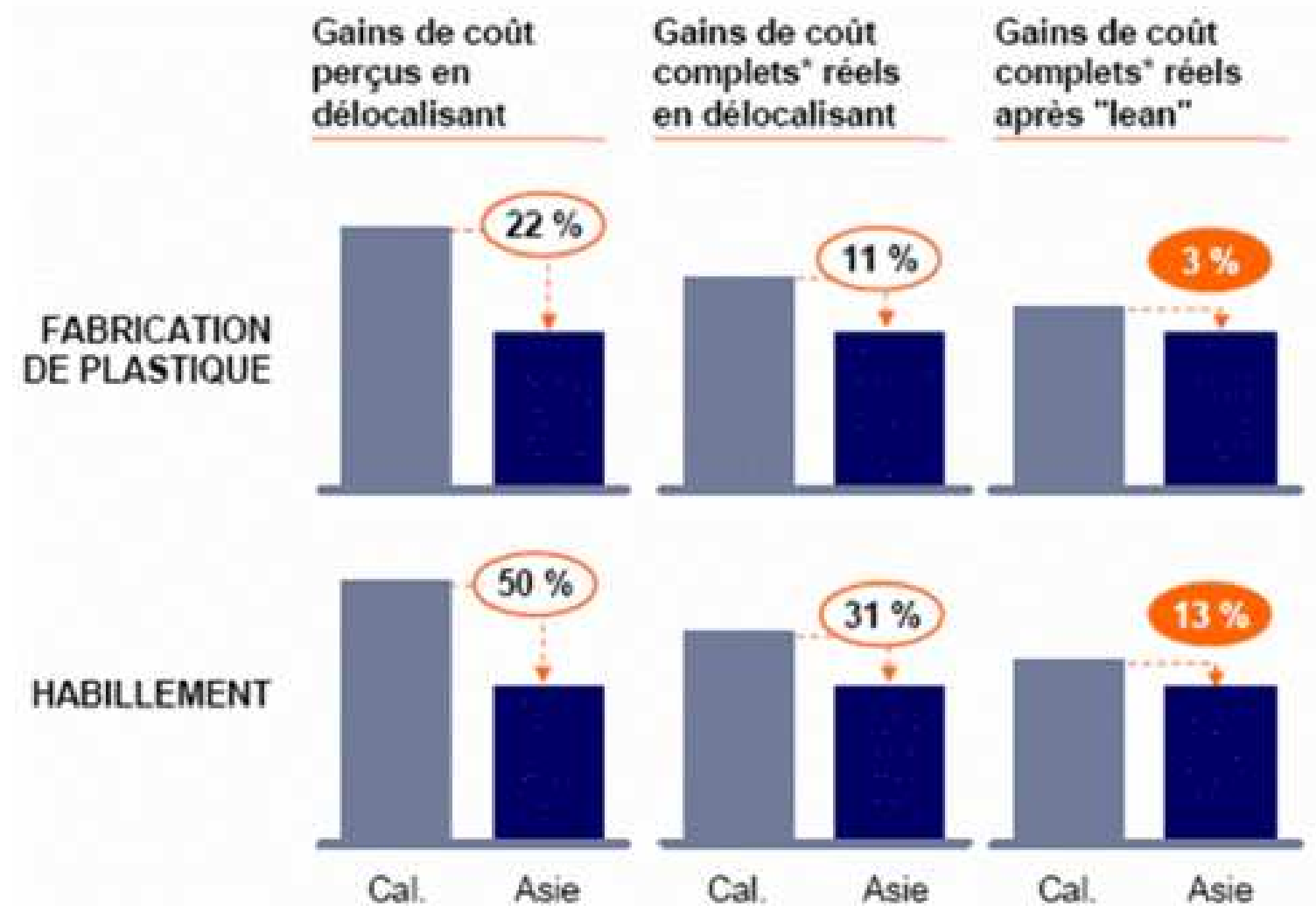
## 2.2. La dictature des coûts

### Le raisonnement en coût complet : le coût de coordination

- Organisation de la production : pilotage par la demande (production « juste à temps » et recentrage sur le « cœur de métier »)
- Quels modes de coordination ? Question fondamentale dont dépend la géographie des activités
  - Le marché : accroissement potentiel du volume d'exportations
  - La firme : accroissement des IDE et des exportations intragroupe
  - La coopération : coopération transnationale (sous-traitance ou participation partielle)
- Choix du mode de coordination en fonction :
  - Des coûts de coordination marchande vs. hiérarchique (Théorie des coûts de transaction, R. Coase, 1937)
  - De la spécificité des actifs (O. Williamson, 1994)



## 2.2. La dictature des coûts



Source : McKinsey, 2005

## 2.2. La dictature des coûts

### La géographie du néo-fordisme

- Stratégie de localisation qui dépend de la combinaison de trois types d'avantage
    - Les avantages spécifiques de l'entreprise
    - Les avantages relatifs à la localisation sur tel ou tel territoire : quantité, qualité et prix des facteurs de production
    - Les avantages relatifs l'internalisation : réduction des coûts de transaction
  - Géographie économique qui découle
    - Des **avantages spécifiques** de firmes (localisées dans les PDEM)
    - Des **avantages comparatifs** des territoires (coût et qualité de la main d'œuvre, coût et qualité des infrastructures de transport, de communication, de formation, etc.)
- Pas nécessairement à la défaveur des PDEM

## 2.2. La dictature des coûts

### Quelques cas de relocalisation

- Nathan : problème d'opportunisme
  - Problème de plagia
  - Délais de transport
- Atol : problème de sous-traitance sur place et stratégie « made in France »
  - Gain en qualité, créativité, réactivité
  - Suppression des délais de livraison
- Geneviève Lethu : problème de coût et stratégie « made in France »
  - Compression des coûts de transport
  - Contrôle de la qualité des produits

## 2.3. La dictature des compétences

### L'impératif de différenciation

- Sortir de la guerre des coûts en se différenciant
- Nécessité d'innover en produit, procédé, organisation, marketing
- Pays développés qui disposent d'un avantage concurrentiel :
  - Siège des grandes entreprises qui disposent de la taille, de la capacité financière et des titres de propriété nécessaires à l'activité d'innovation
  - Centres de recherches performants et main d'œuvre qualifiée
  - Outils adaptés au financement de l'innovation et à sa protection
  - Etats qui ont les moyens de financer et/ou d'exécuter une partie de l'innovation
  - Lieu où la demande pour les produits innovants est la plus forte

## 2.3. La dictature des compétences

### L'impératif de différenciation

- Une réorientation de la spécialisation industrielle vers les secteurs de haute technologie ?
  - Problème de mimétisme de politiques publiques conduisant à une concurrence territoriale collectivement peu efficace
  - Certains secteurs à intensité techno plus faible sont également innovants
- Nécessité d'une analyse plus complète de l'ensemble des déterminants de l'innovation pour en déduire les implications sur les choix
  - De production
  - D'organisation
  - De localisation des activités innovantes

## 2.3. La dictature des compétences

### La stratégie cognitive des entreprises post-fordistes

- Combinaison d'une analyse standard (investissement en R&D et rôle de la propriété intellectuelle) et de l'approche évolutionniste (nature tacite des compétences et routines, Nelson et Winter, 1982)
  - Spécialisation cognitive
  - Innover = articuler des compétences hétérogènes pointues
- Besoin de coordination avec d'autres entreprises dont la forme dépend :
  - De l'étroitesse des besoins (innovation autonome vs. systémique)
  - De la fréquence des besoins
- Logique d'externalisation post-fordiste différente de la logique néo-fordiste : besoin d'accéder à des compétences complémentaires

## 2.3. La dictature des compétences

### La géographie de l'innovation

- Question de la mobilité spatiale des compétences
  - Compétences codifiées (biens d'équipement, biens intermédiaires, brevets, etc.) : importante mobilité
  - Compétences individuelles tacites : dépend de la mobilité des travailleurs
  - Compétences organisationnelles tacites : logique de grappe (*clusters*) et de co-localisation car ancrage spatial de ces compétences
- Plusieurs formes d'organisation difficilement reproductible dans l'espace

## 2.4. La dictature financière

### La gouvernance d'entreprise

- Importance la finance directe : actionnaires, dirigeants, salariés
- Nécessité de s'interroger sur l'architecture des relations entre les groupes d'acteurs
  - Le pouvoir aux actionnaires : émergence de conventions qui influencent la localisation des entreprises et comportements mimétiques
- La dictature actionnariale n'est pas la seule à l'œuvre
  - Poids des entreprises managériales, familiales, coopératives et mutualistes





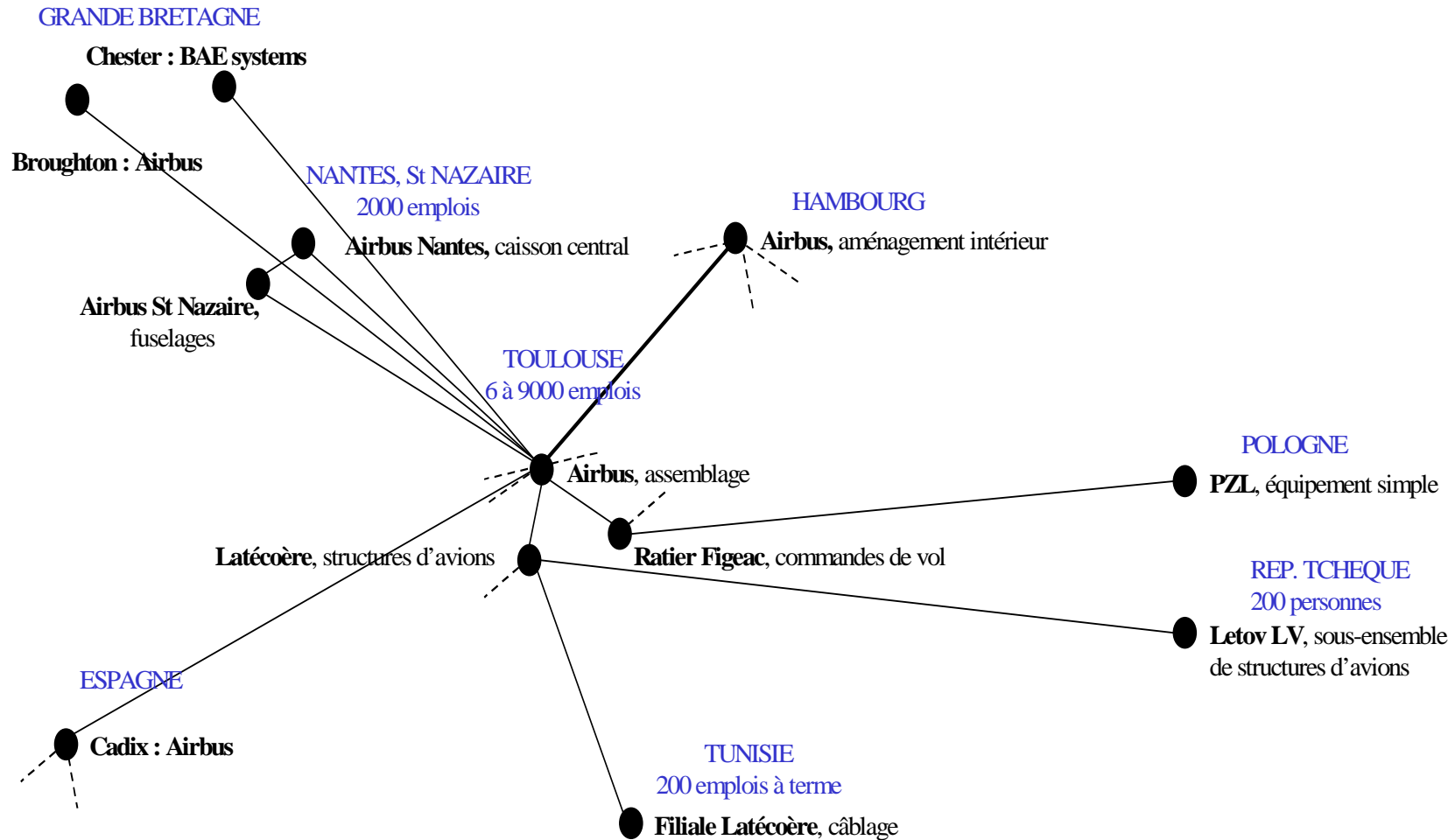
# **3. Les leviers de l'action publique**

## 3.1. L'imbrication des dictatures

- Vidéo Frédéric Lordon : une analyse d'économie politique de la mondialisation
- Mais la dictature financière tout comme la dictature des coûts ne sont pas les seules à l'œuvre
- Entreprises des pays développés soumises à la triple dictature :
  - Trouver des moyens de financement (**dictature financière**)
  - Mettre en œuvre des projets productifs flexibles permettant
    - la fabrication de B&S différenciés (**dictature des compétences**)
    - au coût le plus faible possible (**dictature des coûts**)

# 3.1. L'imbrication des dictatures

- EADS Airbus : L'exemple de l'A380



## 3.2. Régionalisation du monde

- Concentration spatiale des activités et approfondissement des inégalités à plusieurs échelles
  - Au niveau mondial : opposition PDEM vs PVD → rattrapage ?
  - Au niveau européen : opposition Pays d'Europe occidentale vs PECO → rattrapage ?
  - **Au niveau régional** : régions qui gagnent (agglomération toulousaine) vs régions qui perdent (Nord-Pas-de-Calais) → approfondissement
- Intérêt de politiques régionales et/ou locales de développement économique
  - Redistribution : donne lieu à des conflits sur le LT
  - Economie résidentielle et publique : souvent un simple complément
  - Compétitivité de l'ensemble des régions... Mais comment ?

## 3.3. Les logiques d'intervention

- La logique libérale : limiter les entraves au marché sans tenir compte des dégâts sociaux
- Le benchmarking : identifier par delà le monde les structures institutionnelles les plus efficaces
- Analyse de la situation sans faire table rase du passé
- Par rapport aux délocalisations : Enjeu essentiel en termes de sécurisation pour les salariés peu qualifiés, les plus exposés aux logiques de coût et de compétence

# **Chapitre 2 :**

# **Les nouvelles géographies du capitalisme**